

# BALO

## BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction de l'information  
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

[www.dila.premier-ministre.gouv.fr](http://www.dila.premier-ministre.gouv.fr)

[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)

### Avis de convocation / avis de réunion

## LES DOCKS DES PETROLES D'AMBES

Société Anonyme au capital de : 748.170€  
 Siège Social : Avenue des Guerlandes  
 Bassens  
 33565 Carbon-Blanc cedex  
 R.C.S. Bordeaux : B 585 420 078 00040

### AVIS DE REUNION

« Les informations mentionnées aux articles R 22-10-23 du code de commerce sont diffusées sur le site internet de la société à l'adresse suivante : [www.dpasa.fr](http://www.dpasa.fr) »

Les actionnaires de notre société sont convoqués à l'**Assemblée Générale Ordinaire**, qui se tiendra le **mardi 9 juin 2026 à 11 heures** au siège social de la société, avenue des Guerlandes à Bassens, 33565 Carbon-Blanc cedex, avec l'ordre du jour suivant :

- Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 - Distribution de dividende,
- Renouvellement de la société ENTREPOTS PETROLIERS REGIONAUX en qualité d'administrateur,
- Renouvellement de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE en qualité d'administrateur,
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L225-38 du code de commerce et constat de l'absence de convention nouvelle,
- Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux,
- Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce,
- Pouvoirs pour les formalités.

### Texte des résolutions

#### **Première Résolution – Approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2025 :**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Conseil d'Administration et du Commissaire aux Comptes, approuve dans toutes leurs parties ces rapports, ainsi que les comptes annuels - bilan, compte de résultat et annexe - de l'exercice 2025 tels qu'ils lui ont été présentés, se soldant par un bénéfice de 5.117.281,11 euros, ainsi que toutes les opérations et mesures, traduites par les dits comptes ou résumées dans ces rapports.

**Deuxième Résolution – Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2025 – Distribution de dividende :** L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, décide de répartir comme suit le résultat de l'exercice 2025 :

	Année 2025	Solde du compte avant affectation	Nouveau solde après affectation
<b>Origine</b>			
Bénéfice de l'exercice	<b>5 117 281,11 €</b>		
<b>Affectation</b>			
Distribution de dividende	<b>4 987 800,00 €</b>		
Affectation en réserves ordinaires	<b>129 481,11 €</b>	<b>7 491 089,08 €</b>	<b>7 620 570,19 €</b>

Après affectation du résultat 2025, les réserves ordinaires de la société s'élèveront à 7 620 570,19 €. Sur proposition du Conseil d'Administration, il sera réparti à chacune des 97 800 actions composant le capital social un dividende net de 51,00 €. L'intégralité du dividende ainsi distribué est éligible à la fiscalité en vigueur au jour de la distribution mentionnée à l'article 158-3-2° du CGI.

Ce dividende sera mis en paiement le 26 juin 2026 aux guichets de UPTEVIA contre le coupon n°57, détaché le 24 juin 2026.

L'assemblée reconnaît avoir été informée que les dividendes perçus par des personnes physiques domiciliées en France sont obligatoirement soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU) de 12,8% assis sur leur montant brut auquel s'ajoutent les prélèvements sociaux de 17,2%, soit une taxation globale de 30%.

Par dérogation, le contribuable peut cependant opter pour l'imposition au barème progressif : cette option, expresse et irrévocable pour une durée d'un an, permet de n'être imposé que sur 60% des dividendes mais, globale, elle vaut pour l'ensemble des revenus, gains nets, plus-values et créances entrant dans le champ du PFU.

L'Assemblée Générale prend acte qu'il a été indiqué qu'au titre des trois exercices précédents les dividendes nets distribués ont été de :

	2022	2023	2024
Montant total des dividendes distribués	3 716 4100. €00	4 009 800.00 €	4 987 800.00 €
Dividende payé par action	38.00 €	41.00 €	51.00 €
Dividendes distribués éligibles et non éligibles à l'abattement	Eligibles en totalité pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France	Eligibles en totalité pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France	Eligibles en totalité pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France
Dividendes distribués non éligibles à la réfaction résultant de l'article 158 3-2° du Code général des impôts			

**Troisième Résolution : Renouvellement de la société ENTREPOTS PETROLIERS REGIONAUX en qualité d'administrateur :** L'Assemblée Générale renouvelle pour quatre (4) ans le mandat d'administrateur de la société ENTREPOTS PETROLIERS REGIONAUX. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2029.

**Quatrième Résolution : Renouvellement de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE en qualité d'administrateur :** L'Assemblée Générale renouvelle pour quatre (4) ans le mandat d'administrateur de la société TOTALENERGIES MARKETING FRANCE. Ce mandat viendra à expiration à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2029.

**Cinquième Résolution : Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L225-38 du code de commerce et constat de l'absence de convention nouvelle :** L'Assemblée Général, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes mentionnant l'absence de convention nouvelle de la nature de celles visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce, en prend acte purement et simplement.

**Sixième Résolution : Approbation de la politique de rémunération des mandataires sociaux :**

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application de l'article L.22-10-8, II du Code de commerce, la politique de rémunération des mandataires sociaux telle qu'elle y est présentée.

**Septième Résolution : Approbation des informations relatives à la rémunération des mandataires sociaux mentionnées à l'article L. 22-10-9, I du Code de commerce :** L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration sur le gouvernement d'entreprise, approuve, en application de l'article L. 22-10-34, I du Code de commerce, les informations mentionnées à l'article L. 22-10-9 I du même Code, relatives aux rémunérations versées ou attribuées aux mandataires sociaux au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025, telles qu'elles y sont présentées.

**Huitième Résolution : Pouvoirs pour accomplir les formalités légales :**

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'originaux, de copies ou d'extrait du procès-verbal de cette Assemblée Générale pour effectuer toutes formalités légales de dépôts et de publicité.

\* \* \*

**Participation à l'Assemblée Générale**

L'Assemblée se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent.

Seuls pourront participer à l'Assemblée Générale, les actionnaires justifiant de l'inscription en compte des titres à leur nom ou à celui de l'intermédiaire inscrit pour leur compte au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée, soit le 2 juin 2026 à zéro heure, heure de Paris :

- soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société,
- soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité.

L'inscription des titres au porteur est constatée par une attestation de participation délivrée par l'intermédiaire habilité. Pour pouvoir participer à l'Assemblée, cette attestation de participation doit être transmise à UPTEVIA - Service Assemblées Générales – Cœur Défense – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex en vue d'obtenir une carte d'admission ou présentée le jour de l'Assemblée par l'actionnaire qui n'a pas reçu sa carte d'admission.

A défaut d'assister personnellement à l'Assemblée, les actionnaires peuvent choisir entre l'une des trois formules suivantes :

- a) Donner une procuration à la personne de leur choix dans les conditions de l'article L. 22-10-39 du Code de commerce ;
- b) Adresser une procuration à la société sans indication de mandat ;
- c) Voter par correspondance.

Au plus tard le vingt-et-unième jour précédant l'Assemblée le formulaire unique de vote par correspondance ou par procuration sera mis en ligne sur le site de la société ([www.dpasa.fr](http://www.dpasa.fr)).

A compter de la convocation :

- Les actionnaires au nominatif pourront, demander le formulaire de vote par simple lettre adressée à l'attention de UPTEVIA - Service Assemblées Générales – Cœur Défense – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex ou à l'adresse électronique suivante [ag9juin2026@dpasa.fr](mailto:ag9juin2026@dpasa.fr).
- Les actionnaires au porteur pourront, demander le formulaire de vote et ses annexes à l'établissement dépositaire de leurs titres. Il sera fait droit aux demandes reçues au plus tard six jours avant la date de l'Assemblée.

Ce formulaire devra être renvoyé, accompagné pour les actionnaires au porteur de leur attestation de participation. Le formulaire de vote par correspondance devra être reçu par les services de UPTEVIA - Service Assemblées Générales – Cœur Défense – 90-110 Esplanade du Général de Gaulle - 92931 Paris la Défense Cedex ou à l'adresse électronique suivante [ag9juin2026@dpasa.fr](mailto:ag9juin2026@dpasa.fr) au plus tard trois jours avant la tenue de l'Assemblée.

Lorsque l'actionnaire désigne un mandataire, il peut notifier cette désignation en renvoyant le formulaire signé et numérisé par voie électronique, accompagné de la photocopie recto verso de sa carte d'identité et le cas échéant de son attestation de participation, à l'adresse suivante [ag9juin2026@dpasa.fr](mailto:ag9juin2026@dpasa.fr). La procuration ainsi donnée est révocable dans les mêmes formes.

Les demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour par les actionnaires remplissant les conditions prévues par l'article R.225-71 du Code de Commerce doivent être envoyées par lettre recommandée AR au siège social, ou par télécommunication à l'adresse suivante [ag9juin2026@dpasa.fr](mailto:ag9juin2026@dpasa.fr) à compter de la publication du présent avis et jusqu'à vingt-cinq jours avant l'Assemblée Générale, sans pouvoir être adressées plus de vingt jours après la date du présent avis, à charge pour lui ou pour eux de justifier qu'ils réunissent les conditions requises par les textes en vigueur, notamment en ce qui concerne la fraction du capital représentée.

Les demandes d'inscription de points à l'ordre du jour doivent être motivées.

Les demandes d'inscription de projets de résolution devront être accompagnées du texte des projets de résolutions assortis, le cas échéant, d'un bref exposé des motifs, ainsi que des renseignements prévus au 5° de l'article R. 225-83 du Code de commerce si le projet de résolution porte sur la présentation d'un candidat au Conseil d'Administration.

Une attestation d'inscription en compte devra également être jointe à ces demandes d'inscription de points ou de projets de résolution à l'ordre du jour afin de justifier, à la date de la demande, de la possession ou de la représentation de la fraction du capital exigée conformément aux dispositions de l'article R. 225-71 du Code de commerce. Une nouvelle attestation justifiant de l'inscription des titres dans les mêmes comptes au cinquième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris devra être transmise à la société.

Le texte des projets de résolution présentés par les actionnaires et la liste des points ajoutés à l'ordre du jour à leur demande seront mis en ligne, sans délai, sur le site de la société [www.dpasa.fr](http://www.dpasa.fr).

Conformément à l'article R. 225-84 du Code de commerce, tout actionnaire a la faculté de poser des questions écrites au Conseil d'Administration. Les questions écrites devront être envoyées au plus tard le 3 juin 2026, à minuit, heure de Paris, soit par lettre recommandée avec accusé de réception au Président du Conseil de la Société au siège social, soit par courrier électronique à l'adresse électronique suivante [ag9juin2026@dpasa.fr](mailto:ag9juin2026@dpasa.fr) accompagnées, pour les actionnaires au porteur, d'une attestation d'inscription dans les comptes.

Conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables, tous les documents qui doivent être tenus à la disposition des actionnaires dans le cadre des Assemblées Générales seront tenus à la disposition des actionnaires au siège social de la Société et mis en ligne sur le site internet de la société [www.dpasa.fr](http://www.dpasa.fr) rubrique « Assemblées Générales ».

Les documents et informations prévus à l'article R. 22-10-23 du Code de commerce pourront être consultés sur le site internet de la Société [www.dpasa.fr](http://www.dpasa.fr) rubrique « Assemblées Générales », au plus tard le vingt et unième jour précédant l'Assemblée.

L'Assemblée Générale fera l'objet d'une retransmission audiovisuelle dans les conditions prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Les informations relatives aux modalités de retransmission seront précisées dans l'avis de convocation.

### **Le Conseil d'Administration**